

le « Grand Israël », et... les eaux du Litani.

A la suite des différentes guerres d'Israël contre ses voisins arabes, ses dirigeants ont toujours prétendu qu'ils entendaient conserver les territoires conquis pour des raisons de « sécurité nationale », pour assurer à l'État juif des « frontières défendables », une « profondeur stratégique », ou pour priver les « terroristes » palestiniens de zones d'où ils peuvent attaquer les colonies israéliennes. C'est cette position que défendirent récemment encore Sharon et Begin, le 12 septembre 1981, lors d'une rencontre à New York avec A. Haig, où ils affirmèrent à ce dernier que le contrôle sur les territoires occupés était pour Israël « une question de vie ou de mort ».

Ce qu'on ignore généralement, c'est que le mouvement connu sous le nom de « sionisme politique » — dont l'État d'Israël est la manifestation suprême — convoite le Sud-Liban depuis 60 ans au moins ; c'est-à-dire depuis une époque bien antérieure à l'émergence du problème palestinien (1948) et à la naissance du Fatha (1958).

Les cartes publiées par les sionistes ont toujours inclus le Liban — au moins jusqu'au port de Sidon — comme faisant partie du « Grand Israël » ; terme qui se réfère pour l'essentiel au vaste territoire compris entre la « Rivière

de l'Égypte » et l'Euphrate, lequel serait défini par Dieu comme la future patrie des Juifs...

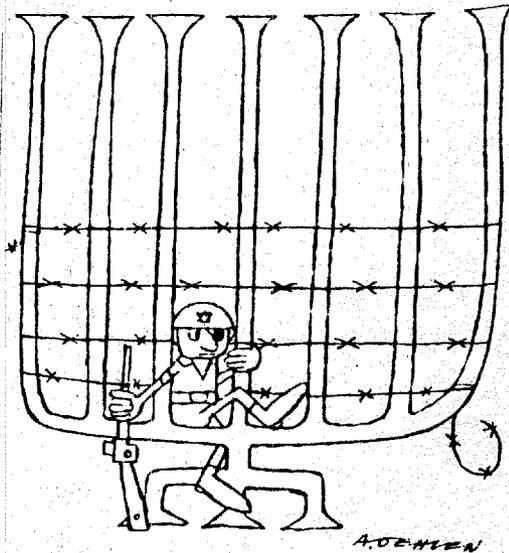
● Déstabiliser le Liban

C'est l'opposition des grandes puissances qui ont empêché lors de la Conférence de la Paix de Paris, en 1919, que le Sud-Liban fasse partie du « foyer national juif » promis par les Britanniques aux leaders sionistes dans la Déclaration Balfour de 1917... Dans un papier intitulé « On ways of Our Policy », qu'il a présenté au Congrès International de Zurich en juillet 1937, David Ben Gourion déclarait que le Sud-Liban faisait partie de « la terre d'Israël ». Plus tard, devenu chef de l'État hébreu, il conseilla au Premier ministre Sharett de rechercher les moyens de déstabiliser le Liban en vue de la réalisation des ambitions territoriales du sionisme. Le 27-2-54, il écrivait à Sharett :

« La création d'un État chrétien serait soutenue par de larges milieux du monde chrétien, catholique et protestant... En temps normal, elle serait presque impossible, surtout à cause du manque d'initiative et de courage des chrétiens. Mais en période de confusion, de révolution ou de guerre civile, les choses prennent un autre aspect... C'est peut-être le moment d'envisager la création de cet État chrétien. Sans une ini-

tiative de notre part et sans notre aide vigoureuse, rien ne sera fait... Cela veut dire qu'il faut y consacrer du temps, de l'énergie et des moyens matériels... Nous devons employer tous les moyens possibles pour introduire un changement radical au Liban. »

Il faut se souvenir que l'engagement israélien au Sud-Liban a



été facilité en partie par l'absence de frontière permanente et internationalement reconnue entre les deux pays. Comme état-membre de la Ligue arabe, le Liban avait participé à la guerre de 1947-48 contre l'État juif, et ne fut séparé



de lui que par une ligne de cessez-le-feu très perméable, par les accords de Rhodes en 1949. Cette situation s'applique aux autres voisins d'Israël, et elle ne changera que par la signature de traités de paix permanents et internationalement ratifiés.

● Le fleuve Litani comme frontière du Nord

Encouragé par les tensions entre la Syrie et l'Irak en 1954, qui lui semblèrent créer une situation propice à l'intervention au Liban préconisée par Ben Gourion, Moshe Dayan — alors chef d'Etat-Major — proposa, au cours d'une réunion de hauts responsables de la Défense et des Affaires étrangères, le plan suivant que Moshe Sharett rapporte dans son Journal, en date du 16-5-54 :

« ... D'après lui (Moshe Dayan), l'essentiel était de trouver un officier — même un commandant pourrait faire l'affaire — que nous arriverions à persuader, par conviction ou en l'achetant, de se déclarer le sauveur de la population maronite. Ensuite l'armée israélienne entrerait au Liban, occuperait le territoire nécessaire, et créerait un régime chrétien qui s'allierait à Israël. Le territoire du Sud-Liban, jusqu'au Litani serait totalement annexé par Israël. »

Ce n'est pas par hasard que Dayan désigne le Litani comme la frontière prévue au nord d'Israël. Mises à part les considérations bibliques ou idéologiques, le mouvement sioniste dès les premiers jours de sa fondation par Theodor Herzl, au début de ce siècle, envisagea l'utilisation du Litani et des eaux du Haut Jourdain au Sud-Liban — alors sous domination

ottomane — comme source d'électricité et d'irrigation du futur « foyer national juif » en Palestine. Dans une lettre à Lord Curzon, le 30-10-1920, Chaim Weizmann cherchait à persuader le ministre britannique des Affaires étrangères de la nécessité d'inclure le Litani dans les frontières prévues dans le projet du Mandat :

« Je suis sûr que Votre Seigneurie est consciente de l'importance considérable du Litani pour la Palestine. Même si on lui assure la totalité des eaux du Jourdain et du Yarmuk, elles ne suffiront pas à satisfaire ses besoins. L'été en Palestine est très sec et l'évaporation rapide et intense. C'est le Litani qui pourra fournir l'eau nécessaire à l'irrigation de la Haute Galilée et à l'énergie indispensable à une vie industrielle, même modeste... Si on prive la Palestine du Litani, du Haut Jourdain et du Yarmuk... elle ne pourra être indépendante économiquement. Et une Palestine misérable et en voie d'appauvrissement ne présenterait aucun avantage pour aucune puissance... »

En 1937, le Plan Lowdermilk, signé par un ingénieur américain en hydraulique mais rédigé en partie par Shlomo Gur — expert sioniste en matière d'hydrologie — proposait un projet de détournement des eaux du Litani pour les diriger vers ce qui est aujourd'hui le territoire israélien. (...)

● Le besoin d'eau aggrave les ambitions israéliennes

Le Litani prend aujourd'hui une importance plus grande que jamais pour Israël, qui traverse une crise due au manque d'eau.

« Nous utilisons déjà 100 % de nos ressources actuelles » a déclaré Ze'ev Hagali, directeur de la Compagnie israélienne des Travaux Hydrauliques. La consommation totale du pays approche 1,6 milliard de m³ par an, et on estime qu'il aura besoin de 400 à 450 millions de m³ de plus en 1990 s'il ne veut pas prélever sur les réserves destinées à l'agriculture, ce qui aurait un effet catastrophique sur la balance des paiements et les plans de répartition de la population... (...)

● Un officier libanais à la botte d'Israël : le « major Haddad »

Israël a trouvé au Liban, en la personne du « major » Haddad, l'officier que souhaitait Daya. Ses milices, constituées de 1 500 chrétiens maronites de droite, sont aujourd'hui payées, habillées, armées, et conseillées par les Israéliens.

Après sa première invasion du Sud-Liban en mars 1978, au lieu de se retirer entièrement comme le lui demandaient les résolutions 425 et 426 du Conseil de sécurité et de laisser le contrôle de la région à la F.I.N.U.L., Israël a laissé au Major Haddad une zone frontière de 8 km de large et d'une centaine de km de long. C'est là que, en avril 1979, il a établi sa « République du Liban libre » dont le drapeau représente un cèdre vert à côté de l'étoile de David... Ses milices sont accusées d'avoir attaqué les troupes de l'O.N.U. et bombardé les villages qui coopèrent avec la force de maintien de la paix dont elles refusent de reconnaître l'autorité.

Le cessez-le-feu intervenu le 24 juin entre Israël et l'O.L.P., avec la médiation discrète des Saoudiens, a été accueilli avec une irritation non dissimulée par les généraux israéliens, Eitan, Ben-Cal, Barant qui, tout comme le directeur du ministère israélien des Affaires étrangères David Kimche, estiment que « la tâche principale » pour Israël est « d'en finir avec l'O.L.P. une fois pour toutes ». Deux semaines à peine après la suspension des hostilités, le correspondant militaire du *Jérusalem post* présentait l'analyse du « problème du Liban » faite par A. Sharon :

« Pour lui, l'expansion progressive

de la Syrie... la crise des milices et le problème terroriste sont liés... On ne peut et on ne doit pas les traiter séparément... Toutefois, il semble que Sharon perçoive la question syrienne comme le facteur essentiel au Liban, et pense qu'il doit être réglé si l'on veut trouver une solution aux autres problèmes... »

A partir du 17 septembre 1981 et jusqu'au début d'octobre, le Liban a été le théâtre d'une série d'attentats à la bombe, dévastateurs, dirigés généralement contre les bureaux des responsables et supporters de l'O.L.P. Dans cette période, 137 personnes ont été tuées et des centaines blessées, dont la plupart étaient des passants. Ils ont été revendiqués par un groupe « peu connu » qui s'intitule lui-même « Front de Libération du Liban, des Forces étrangères »... Malgré les démentis israéliens et la résonance patriotique du nom de cette organisation, il est peu de gens au Liban qui aient des doutes quant à la source d'où elle tire son idéologie et son soutien militaire... Shafiq Wazzan, Premier ministre libanais, déclare :

« Israël, qu'on a empêché de continuer de lancer ses attaques aériennes sur le Liban, a recours maintenant à d'autres méthodes qu'il utilise directement, ou par l'intermédiaire de ses agents dans le pays... »

● Une inconnue : l'attitude égyptienne

... L'establishment militaire israélien ressent une appréhension grandissante devant le programme de dépenses militaires arabe (70 milliards de dollars pour les neuf prochaines années), dont il pense qu'il pourrait faire basculer le rapport de forces en faveur des Arabes... De plus, face au désir exprimé par les pays arabes de ramener l'Égypte dans le troupeau... après le retrait du Sinaï en avril, Begin peut être tenté de tester la solidité de l'amitié affirmée par Moubarak, devant une attaque israélienne de l'O.L.P. au Liban :

« Si l'Égypte se contente alors de faire des critiques verbales, et ne se joint pas au tollé et à la condamnation inévitable de l'O.N.U., cela voudra dire que l'Égypte de Moubarak reste fidèle au processus de Camp David. Mais si elle s'aligne alors sur les autres nations arabes, il appartiendra à Begin d'annuler le

retrait de ce qui reste du Sinaï occupé par Israël... »

(H.S. Frank, The Jewish Press, 20-11-81)

● Une attaque différée

Si le cessez-le-feu est rompu, les Israéliens pourraient lancer une attaque par air, par terre et par mer, contre le Sud Liban, sous le prétexte officiel de la « sécurité » de l'État juif, ou en prétendant venir au secours de leurs alliés maronites d'extrême-droite « menacés d'un génocide de type nazi... » (1). En fait, cette opération représenterait pour les nationalistes juifs extrémistes l'occasion d'une étape attendue depuis longtemps dans la réalisation de leur programme « biblique ». Dans la chronique qu'il assure régulièrement dans le journal sioniste de New York *The Jewish Press*, le rabbin Meir Kahane fondateur de la Ligue de Défense juive, qui vit actuellement sur la Rive occidentale, écrivait le 14-8-81 :

« Le Liban, jusqu'au Litani, fait partie du territoire biblique de la Terre sainte, promise au Peuple juif... Pour des raisons légales et logiques, pour des raisons de survie, il nous faut aller de l'avant, libérer ce territoire de l'ennemi, écraser ce dernier une fois pour toutes, et annexer cette région à l'État juif. Il n'y a rien d'autre à faire. »

Cette attaque, que les diplomates et experts militaires attendent depuis des mois, n'a pas encore eu lieu au moment où nous rédigeons ces lignes... La revue américaine *Time* — 15-2-82 — résume ainsi le scénario des derniers développements :

A la mi-janvier, Sharon a rencontré B. Gemayel, chef des Phalanges, à bord d'une vedette israélienne au large de Jounieh. But de l'entretien : mettre au point une coordination des efforts en vue d'une invasion qui amènerait les forces israé-

liennes jusqu'au nord de l'aéroport international de Beyrouth, où elle se trouveraient en contact direct avec les troupes syriennes. (Israël considère la Syrie comme le pire ennemi de l'État juif...) On ne sait pas ce qui a été décidé entre les deux hommes...

Puis Sharon s'est rendu en Égypte pour conférer avec le président Moubarak à propos du retrait du Sinaï prévu vers le 25 avril. Mais il voulait surtout s'assurer que, en cas d'offensive israélienne au Liban, l'Égypte se tiendrait à l'écart...

A son retour, apprenant l'infiltration d'un commando de l'O.L.P. sur la Rive occidentale, Sharon se prépara à l'action. Au cours d'une conférence de presse, décrite par le journal *Haaretz* comme « fortement dramatisée » des responsables militaires déclarèrent que, les membres de ce commando ayant été entraînés au Liban, leur action constituait une violation du cessez-le-feu par l'O.L.P. La radio et la T.V. nationales firent bruyamment chorus... Sharon convoqua Eitan et un petit groupe de généraux et de chefs des services de renseignements. Des chars et des troupes furent envoyés vers la frontière nord. Sharon et Eitan décidèrent une attaque limitée contre les positions de l'O.L.P., cependant que Begin examinait la situation militaire et les conséquences éventuelles de cette opération pour la politique étrangère d'Israël...

Au cours de la rencontre qui eut lieu le 7 février à la résidence de Begin, celui-ci resta d'abord silencieux, écoutant Sharon exposer son plan et les autres ministres lui poser des questions sur le coût, pour Israël, d'une action étendue... A un certain moment, Begin s'absenta pendant 15 minutes. Quand il revint, il prit le contrôle de la discussion et il apparut immédiatement qu'il n'était pas d'accord pour plonger Israël dans la guerre... Il évoqua le prix, en hommes et en matériel, qu'impliquait cette opération, et son coût politique : la colère des pays d'Europe occidentale et un plus grand isolement d'Israël. A son avis, il convenait d'attendre sans écarter la possibilité d'attaquer plus tard...

in: La Lettre N°282 / avril (I) 1982

« Le Sud-Liban fait partie de l'espace vital de l'État juif... »

Yigal Allon, ministre israélien des Affaires étrangères, décembre 1976 — Cité par « Israël and Palestine » février 1977